

## DÉCLARATION LIMINAIRE APA AU CONSEIL D'ÉTABLISSEMENT DU 19/11/20

Nous souhaitons tout d'abord remercier la Direction pour les échanges réguliers qui ont été mis en place avec les associations, pour permettre l'ouverture de l'établissement, ainsi que les professeurs pour les efforts qui sont faits pour assurer un maximum de cours. Nous savons que tout ceci a un coût, et pas seulement financier.

Lors de ce conseil nous devons voter le budget 2021 et celui-ci nous inquiète pour deux raisons.

En premier lieu, les aides. Plus de 100 millions d'euros d'aides ont été promis par le gouvernement, et supposément reçus par l'AEFE, au titre de la crise sanitaire, sous forme d'avances et de subventions, qui viennent pallier les pertes de recettes dues au COVID. Pourtant, à ce jour, le LFM a reçu moins de 40,000 euros et n'attend apparemment quasiment aucune subvention pour 2021. En outre l'annonce de la phase 2 du plan d'aide limitant les nouvelles attributions à un plafond par établissement et non par élève pénalise le LFM.

Le plan d'aide aux familles déployé dans les EGD d'Espagne en juin 2020 a été prudent car autofinancé. Ce sont les familles qui ont absorbé seules cette solidarité, les coûts Covid et les hausses mécaniques de coûts salariaux en un exercice.

Malgré toutes les belles annonces, on leur demande, à nouveau, de le faire en 2021.

Pourquoi le LFM a-t-il reçu aussi peu de fonds débloqués par l'Etat?

Les flux financiers au sein de l'AEFE doivent être éclaircis. Le flou actuel n'est pas acceptable. C'est une demande que nous avons à nouveau fait parvenir à l'Agence à travers la Fapee. Une gouvernance saine, ce n'est pas la présentation d'un budget déjà bouclé en amont des instances.

En second lieu, le modèle financier. On voit qu'avec 2% d'augmentation sur les frais de scolarité, on assure à peine le fonctionnement normal de l'établissement, et quelques travaux immobiliers absolument nécessaires, qui tiennent d'ailleurs plus de la maintenance qui aurait dû être faite il y a bien des années, que de l'innovation. On nous dit que pour financer un vrai projet immobilier il faut 3, voire 5% d'augmentation. Sur plusieurs années.

Nous sommes donc inquiets sur la capacité du LFM à réaliser en 2021 les projets validés dans le passé, quand les dépenses liées au covid risquent une fois de plus de phagocyter tous les fonds disponibles.

Nous mettons en cause, à nouveau, la structure de coûts de l'établissement, qui augmente mécaniquement, sans que la proposition de valeur change. Nous pensons que cet état de fait est inacceptable dans un pays où l'inflation est basse depuis plusieurs années, sera négative en 2020, et où la crise économique va dévaster les ressources de nombreuses familles.

Par ailleurs, nous nous interrogeons sur le projet d'établissement qui est passé au second plan en 2020. La réflexion à ce sujet doit être reprise, en collaboration avec les associations de parents, afin que ceux-ci soient associés aux décisions stratégiques. Comme à chaque Comité d'établissement, nous rappelons que ce sont les parents qui, par leur participation financière à hauteur de 85% dans les EGD - participation qui augmente un peu plus chaque année - permettent le maintien du patrimoine et le financement des coûts salariaux des personnels.